



Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine

97-2 | 2009

Les régions de montagne comme référents de l'action collective

Recompositions territoriales et gouvernance des régions de montagne

Gilles Rudaz



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rga/856>

DOI : 10.4000/rga.856

ISSN : 1760-7426

Éditeur

Association pour la diffusion de la recherche alpine

Référence électronique

Gilles Rudaz, « Recompositions territoriales et gouvernance des régions de montagne », *Revue de Géographie Alpine | Journal of Alpine Research* [En ligne], 97-2 | 2009, mis en ligne le 23 juillet 2009, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rga/856> ; DOI : 10.4000/rga.856



La Revue de Géographie Alpine est mise à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Recompositions territoriales et gouvernance des régions de montagne

Gilles Rudaz

Environmental Policy and Planning Group, Department of Urban Studies and Planning,
Massachusetts Institute of Technology
rudaz@mit.edu

Résumé : La revendication d'une spécificité montagnarde est au cœur de nombreuses actions collectives contemporaines. Ce processus de distinction d'un territoire redéfinit le statut de la montagne, reformule les problématiques et les contenus des projets territoriaux, redéfinit les acteurs et les relations qu'ils entretiennent. L'ensemble de ces recompositions a des implications sur la gouvernance des territoires. L'article, qui discute

des positions des acteurs et de la légitimation des entités montagnardes, ne porte pas sur une étude de cas particulière mais recourt à des exemples pris dans diverses régions de montagne du monde pour illustrer les processus en cours.

Mots-clés : montagnes, gouvernance, organisation, réseau, légitimité.

.....

Action collective et montagne

L'action collective a été conçue comme un paramètre déterminant de l'organisation des communautés montagnardes (Bozonnet, 1992 : p.99). Comme l'ont noté Debarbieux et Price (2008), la gestion commune des ressources (alpages, forêts, eau) observée au sein de ces sociétés a principalement été expliquée par la nécessité de collaborer dans un environnement contraignant offrant des ressources limitées. Ces processus collaboratifs seraient donc une réponse rationnelle à un environnement naturel. Ainsi, en 1936, le géographe Roderick Peattie énonçait une telle perspective déterministe en relevant à propos des Alpes que « la propriété individuelle des alpages va à l'encontre de l'organisation géographique de l'économie de la vallée. La propriété commune semble avoir été décrétée par la nature » (cité par Viazzo, 1989, p.24). À l'inverse, les montagnes ont également été conçues comme des freins à l'action collective. De par leurs topographies et climats, ainsi que pour avoir été mobilisées comme frontières dites naturelles lors des constructions nationales, les montagnes sont perçues comme des barrières aux relations sociales et commerciales (Fourny et Crivelli, 2003). La conception de communautés de montagne fermées sur elles-mêmes, perspective remise en cause par les travaux des historiens et ethnologues, participe d'une telle interprétation. Dans le cadre de cet article et conformément à la perspective générale de ce numéro, l'attention n'est pas portée sur des actions collectives dont le fait serait uniquement d'être menées en territoire de montagne mais plus spécifiquement sur des actions dont le

moteur est une référence partagée à la montagne. En d'autres termes, la montagne en tant que catégorie conceptuelle partagée entre plusieurs protagonistes est au cœur du dispositif. C'est donc la « montagne telle qu'elle est instituée par les sociétés » qui se trouve au centre de l'analyse (Debarbieux, 2001, p.107).

Dans le contexte contemporain de la reconnaissance des montagnes comme enjeu global (Debarbieux et Price, 2008) et de l'engouement international suscité par la Convention alpine - source d'inspiration pour des initiatives similaires dans les Carpates, Balkans, Caucase et Altaï - force est de constater une multiplication d'initiatives labellisées « montagne » indiquant le pouvoir de mobilisation collective autour de l'objet « montagne » (Ministère Allemand pour l'Environnement, la Conservation de la Nature et de la Sécurité Nucléaire 2004, Debarbieux et Rudaz 2008). Sans souhaiter en dresser une typologie exhaustive, les motivations derrière les actions collectives ayant pour cadre la montagne sont multiples. Pour certains, la montagne apparaît comme nécessitant une action collective au motif que celle-ci est menacée en tant qu'environnement naturel. La création de la *Yellowstone to Yukon Conservation Initiative*¹ - organisation américano-canadienne fondée en 1997 visant à la préservation des écosystèmes de la région montagneuse concernée - relève d'une telle logique. Pour d'autres, les menaces perçues sont, cette fois, d'ordre socio-économique et la montagne requiert des mesures pour être maintenue comme espace de vie. Cette perspective, tout particulièrement formulée dans le contexte du boom économique d'après-guerre, est restée très présente dans les revendications des groupes d'intérêts des populations de montagne et a donné lieu à l'élaboration de politiques publiques et d'institutions poursuivant l'objectif de combler le « retard », en termes de développement, des régions montagneuses par rapport au reste du pays, à l'instar de l'*Appalachian Regional Commission* établie en 1965 (Bradshaw, 1992). Une tendance très contemporaine se veut transversale par rapport aux deux objectifs précédents et propose une approche intégrée sous la dénomination de développement durable. La *Conférence Transfrontalière Mont-Blanc*, espace de concertation pour les collectivités locales au sein de l'*Espace Mont-Blanc*² - projet de valorisation et de protection du territoire transfrontalier du massif du Mont-Blanc - se revendique d'une telle approche (De l'Harpe, 2005). Finalement, d'autres initiatives relevant de la promotion touristique visent à donner une visibilité à un espace cohérent, comme l'*Espace Saint-Gotthard*³ qui coordonne 60 organisations locales de promotion touristique au sein de la région.

Ces mobilisations collectives participent de l'affirmation d'une spécificité des régions de montagne. En effet, c'est bien l'appartenance à cette catégorie géographique qui se trouve au cœur de l'échange et sur laquelle l'action collective construit partie de sa légitimité. La « montagne » y acquiert donc un statut particulier et procède d'une recomposition territoriale. L'action collective, par définition, requiert une coordination entre protagonistes et par là une forme au moins minimale d'organisation (Snow et al., 2004). Cette dernière peut être formalisée par l'établissement d'une structure en charge

¹ • <http://www.y2y.net>.

² • <http://www.espace-mont-blanc.com>.

³ • Projekt Raum- und Regionalentwicklung Gotthard (<http://www.san-gottardo.com>).

de la coordination entre partenaires. Le repérage de telles entités est précieux dans l'identification des processus d'action collective. Le cadre d'analyse proposé met l'accent sur les profils et rôles des protagonistes (organisations, associations, institutions) ainsi que les relations et modes d'organisation entre acteurs (réseaux). Suivant les recommandations de Funnel (2001), il s'agit au final de s'intéresser aux impacts des recompositions territoriales, des redéfinitions des projets, des acteurs et de leurs relations, sur la gouvernance des territoires de montagne. L'article ne porte pas sur un exemple particulier mais recourt à des exemples pris dans diverses régions de montagne du monde pour illustrer les processus en jeu. De par le parcours personnel de l'auteur, les exemples alpins et nord-américains prédominent toutefois.

Mobilisation et formes d'organisation de l'action collective

La revendication de problèmes spécifiques à la montagne est au cœur des actions collectives sur lesquelles cet article porte. Pour nombre d'initiatives, c'est la similitude des problèmes auxquels les protagonistes sont confrontés qui justifie la coopération. La participation repose donc sur l'appartenance à une communauté de problèmes. La spécificité de ces problèmes est liée à l'appartenance à un environnement ou à des communautés identifiées comme « montagnardes ». Les organisations de défense des intérêts des populations de montagne répondent à une telle logique. La proximité géographique n'est donc pas un facteur déterminant. Ainsi, ces groupes peuvent allier leurs forces au-delà des frontières au nom d'une référence commune à la montagne, à l'instar de l'*Association Européenne des Elus de la Montagne* (1991) ou de l'*Association des Populations des Montagnes du Monde* (2002). La participation d'acteurs à ces organisations permet notamment d'accroître leurs opportunités politiques en leur ouvrant d'autres accès au pouvoir et de recomposer les rapports qu'ils entretiennent avec leurs interlocuteurs (Keck et Sikkink, 1998). Rudaz (2006) a montré l'intérêt de groupes de pression régionaux et nationaux à participer à une « européanisation » des enjeux montagnards.

Si les organisations montagnardes classiques concentrent leurs énergies sur la reconnaissance d'une spécificité montagnarde dans les arènes politiques, force est de constater que les nouvelles organisations mettent l'accent sur l'échange d'expériences. La dimension du projet prend le pas sur celle de la légitimation pure (Castells, 1999). À l'action politique de lobbying succèdent les opérations de développement local. Les structures organisationnelles sont plus souples et l'on passe d'une structure hiérarchique à une structure qui favorise les interactions entre tous les membres du réseau et ceci sans forcément passer par un nœud central (Diani, 1992). Conformément aux analyses sur les mouvements sociaux, ces actions de promotion de l'action collective ont pour caractéristique de promouvoir des relations horizontales entre protagonistes (Van Kersbergen et Van Waarden, 2004). Ces relations peuvent être institutionnalisées en prenant la forme d'une organisation visant à animer le réseau en question. De nouveaux protagonistes émergent, le réseau devenant un acteur à part entière.

Alliance dans les Alpes ⁴ (1997) et son homologue centrasiatique (*Alliance des*

communautés de montagne d'Asie centrale ⁵ - 2003), deux réseaux de communautés montagnardes promouvant le développement durable, illustrent cette tendance. Bien qu'affichant également une volonté de jouer un rôle de lobbies des populations de montagne, force est de constater que de facto ce registre de l'action est marginal dans leur agenda focalisé prioritairement sur le développement local. Ainsi, le profil des membres de ces réseaux est caractérisé par leur côté novateur et non par leur représentativité (Nikonova et al., 2007). Il convient toutefois de préciser que pour les initiateurs et animateurs du réseau, l'ambition n'est pas de se cantonner aux projets portés par ses membres mais d'étendre le modèle de développement expérimenté dans ces collectivités à d'autres communautés et idéalement à l'ensemble de la chaîne ou région de montagne concernée. Inspiré de ces deux initiatives – alpine et centrasiatique –, un projet similaire a vu le jour dans le Caucase mettant en avant la notion de laboratoire de développement de manière encore plus explicite. Dans l'objectif de promouvoir le développement durable dans la région montagneuse du Caucase, avec le soutien de la coopération allemande, huit villages répartis sur quatre pays du Caucase du Sud (Russie, Géorgie, Armenia, Azerbaïdjan) ont été sélectionnés comme « modèles de démonstration de développement durable » (Ministère Allemand pour l'environnement, la Conservation de la Nature et de la Sécurité Nucléaire, 2004). Ces villages-laboratoires s'organisèrent officiellement en 2006 sous la forme d'un réseau d'échange d'expériences : *Caucasus Mountain Alliance* ⁶.

Dans d'autres cas, la pertinence de l'action collective ne repose pas tant sur l'affirmation d'une spécificité d'une problématique « montagnarde » en soi que sur la revendication de la nécessité d'une gestion concertée d'une entité géographique partagée. Ainsi, certaines institutions ont-elles vu le jour dans un souci de coordination de la gestion d'une région de montagne, déterminée selon des critères fonctionnels, dont nous verrons plus tard qu'ils sont sujets à discussion. Cette reconnaissance de l'interdépendance entre les parties est à la source de l'action collective (Young, 1997). L'échelle d'une montagne, d'un massif ou d'une chaîne apparaît comme un cadre pertinent pour identifier les problèmes et proposer les solutions. Une telle perspective répond principalement à trois types de problèmes. Premièrement, il peut s'agir d'un problème qui menacerait spécifiquement ou de manière particulière l'ensemble de la chaîne. L'initiative promue par la *Commission Internationale pour la Protection des Alpes* pour l'émergence des Alpes comme « une région modèle pour la protection du climat » s'inscrit dans une telle perspective⁷. Deuxièmement, il peut s'agir d'un problème qui aurait une répercussion sur une autre partie de la chaîne. La gestion du transit alpin répond à une telle logique, la fermeture d'un col ou d'un tunnel se répercutant sur les autres axes de passage, à l'image de la catastrophe du tunnel du Mont-Blanc, le 24 mars 1999. Troisièmement, la chaîne de montagne est menacée par le cumul de menaces locales qui pèsent sur elle, constat qui motiva par exemple la volonté de mener une action globale au niveau de la Sierra Nevada (Etats-Unis).

4 • <http://www.alpenallianz.org>.

5 • <http://www.mtnforum.org/mo/index.cfm?PID=agoca>.

6 • Informations sous <http://www.rec-caucasus.org>.

7 • Pacte sur le climat, www.cipra.org.

Dans l'optique d'une gestion commune, il s'agit de faire coopérer les organisations actives localement au sein de la chaîne, du massif. Cette volonté répond à la nécessité de coordonner des actions qui sont menées de façon disparate et indépendamment les unes des autres par des acteurs, qui la plupart du temps s'ignorent. Il s'agit de faire collaborer ces derniers dans un cadre de référence commun, dans notre cas, une entité géographique identifiée comme montagnarde. La *Yellowstone to Yukon Conservation Initiative* est particulièrement illustrative de cette perspective. Forte de son slogan « making connections, naturally », sa mission repose sur la « connectivité » à la fois entre acteurs et entre habitats naturels. Son rôle premier est de faciliter les contacts entre les groupes locaux actifs dans des projets de conservation de la nature au sein de la région concernée. Lors des débats qui précédèrent la création de la *Yellowstone to Yukon Conservation Initiative*, eut lieu une âpre discussion quant au choix d'une organisation centralisée ou décentralisée ; cette dernière option ayant été retenue (Clark et Gaillard, 2001).

Légitimité des acteurs et des entités

L'un des arguments principaux développés dans cet article est que la définition d'une problématique territoriale recompose les relations entre acteurs et, par conséquent, la gouvernance même des territoires problématisés. Les diverses initiatives qui ont été projetées sur la chaîne de montagne de la Sierra Nevada (Californie⁸, Etats-Unis), comme entité pertinente pour penser l'aménagement du territoire et l'utilisation des ressources, est un exemple particulièrement probant de l'émergence de nouveaux acteurs et de problématisations en concurrence quant à l'aménagement de la chaîne. Ce cas étant développé plus à fond par Jörg Balsiger dans ce même numéro, nous nous limiterons ici aux deux points qui nous intéressent : acteurs et problématiques. La volonté de protéger la Sierra Nevada, au début des années 1990, a donné lieu à trois conférences qui elles-mêmes de manière schématique engendrèrent trois puis finalement quatre organisations. Sous les auspices de l'Etat de Californie⁹, s'est tenu en novembre 1991 le *Sierra Summit* « dans un effort pour lancer un processus de concertation en vue d'améliorer la gestion des ressources naturelles dans la Sierra Nevada » (Sierra Summit Steering Committee, 1992 : p.2). Cette initiative conduira à la réalisation d'une vaste étude, le *Sierra Nevada Ecosystem Project*, qui aboutira à la création en 2004 de la *Sierra Nevada Conservancy*, agence d'Etat en charge de veiller à une gestion de la chaîne selon des critères de développement durable. En réaction au *Sierra Summit*, les organisations de protection de l'environnement et de la nature associées aux groupes citoyens de gestion des bassins versants lancèrent la conférence *Sierra Now* en août 1992 et créèrent la *Sierra Nevada Alliance*, alliance d'ONGs actives dans la région concernée. A leur tour, en réaction à la conférence *Sierra Now* et à la création de la *Sierra Nevada Alliance*, les tenants du « wise

8 • La chaîne de la Sierra Nevada s'étend pour sa majeure partie en Californie et pour une partie nettement moindre au Nevada. Les initiatives dont il est rendu compte ici sont californiennes et respectent donc les frontières entre les deux Etats.

9 • Plus précisément de la Resources Agency of California, secondée par la California Environmental Protection Agency, le Governor's Office of Planning and Research (OPR) et le U.S. Forest Service.

use movement »¹⁰ mirent sur pied le *Sierra Economic Summit*, qui déboucha sur la création du *Sierra Communities Council* (Duane, 1999). Nous avons donc affaire à trois organisations aux profils très contrastés : une agence d'Etat, une ONG et une association des intérêts locaux, quoique cette dernière s'apparenterait, comme le suggère Thomas (2003), davantage à une expression des lobbies de l'industrie forestière. Finalement, en 1994 fût constitué le *Sierra Business Council*, qui ambitionne de faire le pont entre les extrêmes en intégrant des membres des deux « camps ».

L'exemple détaillé de la Sierra Nevada montre comment des organisations poursuivant des objectifs différents peuvent voir le jour autour d'un même objet qui peut être problématisé selon divers paradigmes. Divers acteurs aux visions concurrentes revendiquent d'avoir voix au chapitre. Certains acteurs peuvent émerger et saisir l'opportunité de la redéfinition du cadre de réflexion pour s'immiscer dans le débat. La Convention alpine a été l'opportunité pour l'Europe de revendiquer sa place à part entière dans la gestion de l'arc alpin (Raffestin et Crivelli, 1992). Dans la majeure partie des cas, ces reconfigurations des jeux d'acteurs suscitent des oppositions des collectivités en place peu motivées à partager leur pouvoir de décision quant à l'avenir de leur territoire. S'engage dès lors une lutte quant à la légitimité des acteurs, où s'affrontent des arguments portant sur l'historicité des territorialités et usages, la compétence ou l'incompétence des groupes, les connaissances qu'ils ont des territoires...

La question de la légitimité est centrale dans la problématique de la gouvernance (Van Kersbergen et Van Waarden, 2001). Si la légitimité des acteurs est discutée, celle de l'objet géographique « montagne » est plus rarement questionnée. Comme tout territoire sur lequel sont projetées des mesures d'aménagement, le processus de sa définition et de sa délimitation sont des éléments essentiels pour rendre compte de la pertinence de l'entité considérée. La délimitation proposée fait le plus souvent appel à des critères biophysiques, l'entité se trouvant ainsi naturalisée. Ainsi, une organisation a-t-elle vu le jour avec comme but le développement durable de l'« écorégion andine » : *El Consorcio para el Desarrollo Sostenible de la Ecoregión Andina*¹¹ (1993 – Posner, 2000 ; Cisneros et al., 2004). La délimitation de l'aire de la *Yellowstone to Yukon Conservation Initiative* a construit partie de sa légitimité sur les migrations des grands prédateurs. Une louve, nommée « Pluie », dont les migrations furent suivies pendant deux ans au moyen d'un collier émetteur et qui s'étendirent sur l'ensemble du territoire concerné faisant fi des territoires juridictionnels, fût notamment mobilisée comme symbole de la pertinence de l'entité proposée (Chester, 2006).

Les processus de délimitation ne sont toutefois pas exempts d'implications politiques. Des analyses de la délimitation des aires d'application de conventions internationales de montagne ont bien montré les intérêts de certains protagonistes pour des délimitations restreintes ou étendues. Ainsi, l'ampleur des modifications possibles de la délimitation de l'aire d'application de la Convention des Carpates¹² en

10 • « Wise use movement » est un terme qui définit aux Etats-Unis un mouvement ayant vu le jour en réaction à l'environnementalisme radical et promouvant une utilisation raisonnable de l'environnement et de la nature au bénéfice de l'Homme. Il est souvent assimilé à de l'anti-environnementalisme.

11 • <http://www.condesan.org>.

fonction des intérêts nationaux a été mise en évidence par Fall et Egerer (2004). Pour mener à bien l'évaluation de l'état de l'environnement des Carpates¹³, une délimitation a toutefois été élaborée, sans pour autant définir l'aire d'application de la Convention. Cette absence de délimitation officielle n'a pas empêché la signature de la Convention des Carpates par les parties contractantes en 2003. Dans les discussions relatives à la délimitation de l'aire d'application de la Convention alpine¹⁴, il a été opté pour une délimitation dite « moyenne », c'est-à-dire prenant en compte les grandes vallées longitudinales ainsi que les bassins intra-alpins mais excluant les régions préalpines (Bätzing, 1993). Ce dernier choix était motivé par la volonté d'éviter d'intégrer les grandes villes situées en région préalpine qui auraient très vite pu imposer leur pouvoir de décision à l'ensemble de l'arc alpin. Paradoxalement certains groupes de pression montagnards, soucieux de ne pas voir leurs espaces de vie cantonnés au statut de « réserves d'indiens », ont exprimé la volonté que ces mêmes villes soient intégrées dans l'aire d'application (Rudaz, 2005). Les délimitations sont donc sujettes à discussion, comme le relève Whisnant pour les Appalaches : « Les limites des Appalaches ont été tracées à de si nombreuses reprises par tant de mains différentes, qu'il est vain de chercher une définition exacte de la région. Selon quelle délimitation est retenue, la région comprend de 190 à presque 400 comtés, situées entre 6 et 13 Etats » (Whisnant, 1994 : p.134). Lors de la première réunion de ce qui allait devenir la *Yellowstone to Yukon Conservation Initiative*, organisée à Kananaskis (Alberta, Canada) en décembre 1993, un atelier fut mis sur pied pour discuter des limites de l'aire concernée par l'initiative. Les participants, essentiellement des environnementalistes et des scientifiques, purent dessiner sur un assemblage de cartes les limites de la région, chacun en fonction de ses propres critères¹⁵.

Ces nouvelles délimitations institutionnelles ne correspondent pas forcément aux schémas opératoires des populations locales, soit les échelles auxquelles les aménagements sont pensés. C'est ce qu'évoque Craig Thomas lors de l'élaboration de la biorégion de Klamath en Californie, en relevant que « l'échelle géographique de Klamath ne recouvre pas bien les processus sociaux d'aménagement en place au niveau local » (Thomas, 2003 : p.153). Dans le cadre alpin, force est de constater que nombre de communautés ignorent jusqu'à l'existence même d'une Convention alpine, bien qu'elles se trouvent dans le périmètre officielle de la dite Convention. Initialement, les populations locales n'étaient guère inquiétées par la Convention alpine mais cette préoccupation a été intégrée suite au travail d'information réalisé par les lobbies montagnards, dont la véhémence contraste avec l'indifférence des populations locales (Rudaz, 2005).

12 • Convention-Cadre sur la Protection et le Développement Durable des Carpates.

13 • Carpathians Environment Outlook (2007) :

<http://www.grid.unep.ch/activities/assessment/KEO/index.php>.

14 • Convention sur la protection des Alpes.

15 • Entretien avec David Mattson (U.S. Geological Survey-USGS), Cambridge, 13 juin 2008.

Conclusion

Les actions collectives reposant sur une référence partagée à la montagne offrent l'opportunité de dépasser les cadres juridictionnels habituellement mobilisés pour aborder les problèmes montagnards à quelque échelle que ce soit, à l'instar de la Convention alpine qui permet de transcender les cadres nationaux. L'objet « montagne » peut donc s'avérer être un précieux moteur de coopération. Ainsi, le géographe Bruno Messerli va même jusqu'à avancer que la montagne est le seul objet autour duquel des collaborations peuvent être menées entre les différents pays himalayens (Messerli, 2006). Toutefois, ces initiatives suscitent souvent également des oppositions. En effet, avec l'émergence de nouveaux cadres de référence, les problématiques sont reformulées et de nouveaux interlocuteurs émergent. Cette redéfinition des cadres d'interprétation et cette modification des protagonistes en jeu recomposent les termes de la gouvernance des territoires de montagne. Ces recompositions ne suscitent pas forcément l'enthousiasme des acteurs en place, notamment des communautés locales, légitimement peu motivés à partager leur pouvoir de décision quant à la définition des modes d'aménagement des territoires et d'utilisation des ressources.

Pour conclure, on relèvera le rôle fondamental joué par les forces exogènes dans les processus observés. La revendication d'une spécificité des territoires de montagne s'inscrit dans le cadre d'une interaction avec l'extérieur et l'action collective entre acteurs montagnards permet de gagner en termes de visibilité. Sur ce point, on notera également que les apports financiers, venant de l'extérieur et souvent nécessaires à la construction politique d'entités montagnardes et à la création d'organisations, sont considérables. La capacité de mobilisation de ressources financières est fonction de la légitimation des entités et projets proposés, ainsi que du pouvoir symbolique associé aux territoires, comme les Alpes ou la région qui s'étend de Yellowstone au Yukon par exemple. En effet, avec la construction de ces « nouvelles » entités, on constate un engouement certain lié à la découverte d'un nouveau territoire ou d'une nouvelle « frontière », dans son sens nord-américain de territoire à conquérir. Or, ces nouveaux cadres de l'action collective prennent appui sur des territoires antérieurs, à l'image du palimpseste, chère au géographe, qu'il convient de prendre en compte.

References

- BÄTZING W., 1993. – « La région alpine dans le sens de la délimitation de la Convention Alpine ». In W. Danz, S. Ortner (eds.), *La Convention Alpine*. Vaduz, Commission Internationale pour la Protection des Alpes, pp. 236-247.
- BOZONNET J-P., 1992. – *Des monts et des mythes, L'imaginaire social de la montagne*. Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.
- BRADSHAW J., 1992. – *The Appalachian Regional Commission: twenty-five years of government policy*. Lexington, KY, University Press of Kentucky.
- CASTELS M., 1999, – *Le pouvoir de l'identité*. Paris, Fayard.
- CHESTER C., 2006. – "Landscape Vision and The Yellowstone to Yukon Conservation Initiative". In C. Chester. *Conservation across borders: biodiversity in an interdependent world*. Washington, Island Press, pp. 134-216.
- CISNEROS H., MUJICA E., PONCE A.M., 2004. – "CONDESAN: Watershed Management and Rural Development in the Andes". *Mountain Research Development*, n°4, pp. 258-259.
- CLARK T., GAILLARD D., 2001. – "Organizing an Effective Partnership for the Yellowstone to Yukon Conservation Initiative". *Yale School of Forestry & Environmental Studies Bulletin*, n°105, pp. 223-239.
- DEBARBIEUX B., 2001. – « Conclusion. La montagne dans la recherche scientifique : statuts, paradigmes et perspectives ». *Revue de géographie alpine*, n°2, pp. 101-121.
- DEBARBIEUX B., PRICE M., 2008. – "Representing mountains: From local and national to global common good". *Geopolitics*, n°1, pp. 148-168.
- DEBARBIEUX B., RUDAZ G., 2008. – "Linking Mountain Identities Throughout the World: the Experience of Swiss Communities". *Cultural Geographies*, n°4, pp. 497-517.
- DE L HARPE A., 2005. – *L'espace Mont-Blanc en question*. Paris, L'Harmattan.
- DIANI M., 1992. – "Analyzing Social Movement Networks". In Diani M., Eyerman R. (eds.). *Studying Collective Action*. London, Sage, pp. 107-135.
- DUANE T., 1999. – *Shaping the Sierra: Nature, Culture, and Conflict in the Changing West*. Berkeley, University of California Press.

FALL J., EGERER H., 2004. – “Constructing the Carpathians: the Carpathian Convention and the search for a spatial ideal”. *Revue de géographie alpine*, 92 (2). pp. 98-106.

FOURNY M.-C., CRIVELLI R., 2003 – « Cette montagne que l'on partage. L'identification de la montagne et de la frontière dans les coopérations transfrontalières de régions alpines ». *Revue de géographie alpine*, 91(3), pp. 57-70.

FUNNELL D., 2001. – “Institutions and Governance in mountains”. In Collectif, *Proceedings of the World Mountain Symposium: Mountain Communities between Subsidiy, Subsidiarity and Sustainability*. Berne, Center for development and environment, Université de Berne.

KECK M., SIKKINK K., 1998. – *Activists beyond borders: Advocacy Networks in International Politics*. Ithaca, Cornell University.

MESSERLI B., 2006. – « Les montagnes, géants menacés », In *Revue Durable*, n°21, pp. 20-22.

MINISTERE ALLEMAND POUR L'ENVIRONNEMENT, LA CONSERVATION DE LA NATURE ET DE LA SÉCURITÉ NUCLÉAIRE, 2004. – *International Partnerships for Sustainable Development in Mountain Regions.- Mountain Partnerships under the Alpine Convention*. Berlin.

NIKONOVA V., RUDAZ G., DEBARBIEUX B., 2007. – “Mountain communities in Central Asia: Networks and new forms of governance”. *Mountain Research Development*, n°1, pp. 24-27.

POSNER J., 2000. – “The Consortium for Sustainable Development in the Andean Ecoregion”. *Mountain Research Development*, n°4, pp. 372-373.

RAFFESTIN C., CRIVELLI R., 1992. – « Blanche Neige et les Sept Nains ou la transformation des Alpes en patrimoine commun ». *Revue de géographie alpine*, n°4, pp. 213-227.

RUDAZ G., 2005. – *Porter la voix de la montagne : objectivation et différenciation du territoire par le Groupement de la population de montagne du Valais romand (1945-2004)*. Thèse de doctorat en géographie. Genève, Université de Genève.

RUDAZ G., 2006. – « Du Valais à l'Europe : un groupe de pression régional prend position dans le débat européen sur les montagnes ». *Revue de Géographie Alpine*, n°3, pp. 45-53.

SIERRA SUMMIT STEERING COMMITTEE, 1992. – *The Sierra Nevada: Report of the Sierra Summit Steering Committee*. Sacramento, Resources Agency of California.

SNOW D., SOULE S., KRIESI H. (eds), 2004. – *The Blackwell Companion to Social Movements*. Oxford, Blackwell Publishers.

THOMAS C., 2003. – *Bureaucratic Landscapes: Interagency Cooperation and the Preservation of Biodiversity*. Cambridge, MA, MIT Press.

VAN KERSBERGEN K., VAN WAARDEN F., 2001. – *Shifts in Governance: Problems of Legitimacy and Accountability*. Den Haag, Netherlands Organization for Scientific Research.

VAN KERSBERGEN K., VAN WAARDEN F., 2004. – “Governance as a bridge between disciplines: Cross-disciplinary inspiration regarding in governance and problems of governability, accountability and legitimacy”. *European Journal of Political Research*, 43, p. 143-171.

VIAZZO P.P., 1989. – *Upland Communities: Environment, Population and Social Structure in the Alps since the Sixteenth Century*. Cambridge, Cambridge University Press.

WHISNANT D., 1994. – *Modernizing the Mountaineer: People, Power, and Planning in Appalachia*. Knoxville, University of Tennessee Press.

YOUNG O., 1997. – “Rights, Rules, and Resources in World Affairs”. In O. Young (ed.). *Global Governance: Drawing Insights from the Environmental Experience*, Cambridge MA, MIT Press, pp. 1-23.